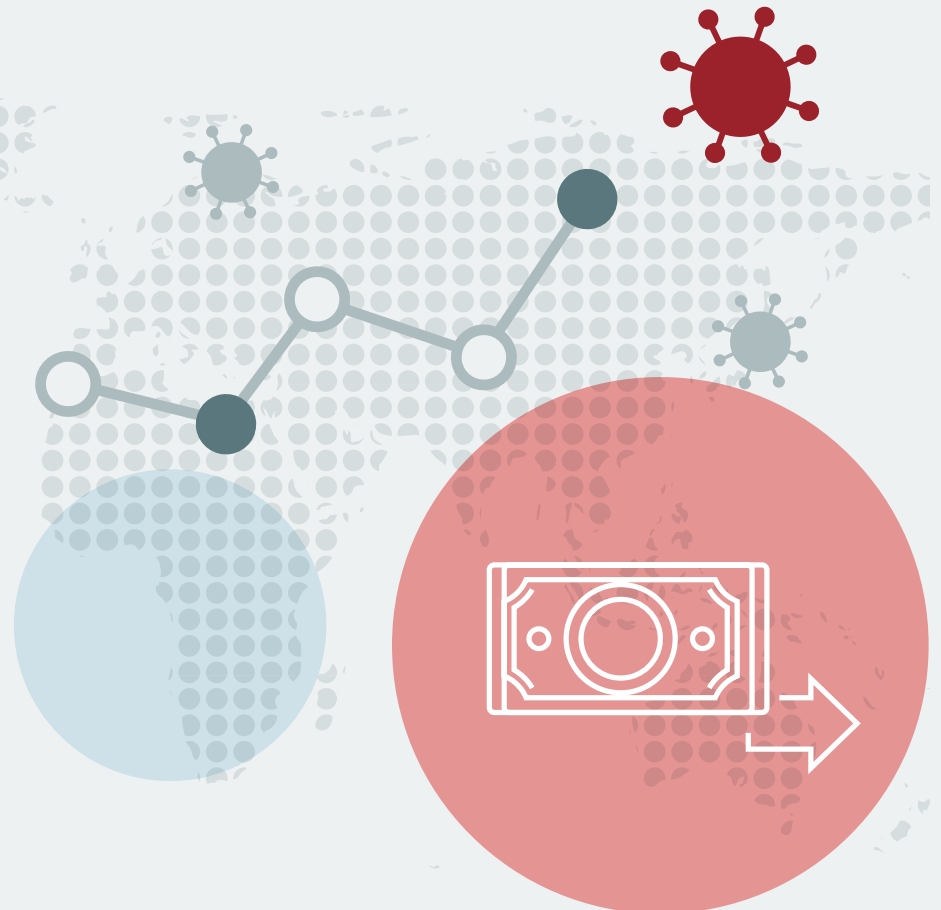


Lier les transferts monétaires humanitaires et la protection sociale.

Leçons tirées des différentes approches de huit pays dans l'utilisation de l'assistance en espèces et en coupons en réponse à la COVID-19



En périodes de crises, il est essentiel que les gens puissent recevoir une protection sociale adéquate. L'assistance en espèces et en coupons, distribuée en partenariat avec les gouvernements, peut être une manière particulièrement efficace de procurer ce type de soutien.

Ces dernières années, approximativement 100 Sociétés Nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CRCR) ont distribué de l'aide sous forme de Transferts Monétaires (TM), dans une large variété de contextes. Ce soutien aide les ménages les plus vulnérables à réduire les risques et à gérer les difficultés, afin qu'ils puissent couvrir leurs besoins primaires, maintenir leur dignité et protéger leurs sources de revenus.

La pandémie de COVID-19 a accéléré cette tendance, avec de nombreuses Sociétés Nationales utilisant les TM comme leur moyen privilégié pour protéger les gens des conséquences économiques et sociales de la crise. Dans le même temps, les gouvernements s'appuient sur les transferts monétaires comme jamais auparavant, avec une couverture globale prévue pour atteindre 1,3 milliards de personnes vulnérables dans le monde alors que les programmes de protection sociale sont étendus en réponse à la pandémie. À travers le monde, les Sociétés Nationales ont soutenu les gouvernements en étendant l'accès aux soutiens de protection sociale pour les plus vulnérables.

Ce document examine comment les Sociétés Nationales de l'Eswatini, du Kenya, du Malawi, de Montserrat, du Népal, du Nigéria, du Pakistan et de Turquie ont travaillé avec les gouvernements dans les premiers mois de la pandémie, pour mettre en œuvre, améliorer et augmenter les programmes de protection sociale, et partager les leçons apprises de cette expérience. Bien que les restrictions de déplacements aient pu poser problème à la collecte de données pour nourrir ce rapport, ce qui signifie que des données clés aient pu être négligées, tous les efforts ont été fournis pour s'assurer que les apprentissages présentés ici soient précis et pertinents. Il devrait aussi être noté que les réponses plus larges des Sociétés Nationales à la pandémie, comme les soins de santé, la prévention des infections et leur contrôle, les activités de sensibilisation des communautés à la pandémie et d'autres aides ne sont pas analysées dans ce rapport.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

¹<http://documents1.worldbank.org/curated/en/737761605775837011/pdf/Where-is-the-Money-Coming-From-Ten-Stylized-Fact-on-Financing-Social-Protection-Responses-to-COVID-19.pdf>

² Les recherches qui nourrissent ce rapport ont été menées entre août et septembre 2020 et ont examiné les réponses précoces des gouvernements et des Sociétés Nationales à la pandémie de COVID-19. Les conclusions sont basées sur une analyse des données secondaires, des entretiens semi-structurés avec des personnels clés des Sociétés Nationales, et au sein du Groupe International de Travail Technique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sur les Transferts Monétaires et la Protection Sociale

Définir la protection sociale

Bien que les politiques et les programmes de protection sociale varient selon les pays, l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les décrit comme:

“L'ensemble de politiques et de programmes visant à prévenir ou protéger toutes les personnes contre la pauvreté, la vulnérabilité ou l'exclusion sociale durant leur cycle de vie, avec un intérêt particulier porté aux groupes vulnérables”.³

Les systèmes nationaux de protections sociale généralement impliquent à la fois un soutien basé sur des contributions antérieures (par exemple, l'assurance sociale pour la santé, le chômage, ou la retraite), et un soutien qui n'est pas basé sur des contributions (par exemple, les transferts sociaux, la dispense de frais ou les allocations) afin d'assurer aux personnes vulnérables que leurs besoins primaires soient couverts. Les Sociétés Nationales travaillent principalement avec ou aux côtés de programmes filets sociaux non-contributifs contribuant à une protection sociale efficace en réponse des chocs.

L'expression “protection sociale en réponse aux chocs” fait spécifiquement référence au soutien apporté en réponses aux chocs affectant une large proportion de la population au même moment, comme les conflits, les désastres liés au climat, ou l'apparition de maladies.

³ Fuente: <https://socialprotection.org/learn/glossary/what-is-social-protection>

⁴ Cash and Voucher Assistance (CVA), en inglés

⁵ Cash assistance, en inglés

⁶ Fuente: <https://www.calpnetwork.org/library-and-resources/glossary-of-terms/>

Définir les transferts monétaires

Sur la base de la définition du Cash Learning Partnership, les termes de Transferts Monétaires (TM) fait référence aux programmes où l'argent, ou des coupons pour des biens ou services, sont directement distribués aux individus, ménages ou communautés bénéficiaires. Le terme d'assistance monétaire fait spécifiquement référence à un soutien financier non conditionnel, distribué sous forme de monnaie physique ou virtuelle .

À la différence des soutiens en nature, comme les distributions alimentaires, les TM sont une forme souple d'assistance qui offre aux bénéficiaires la liberté de choisir ce qu'ils se procurent. Les TM apportent des bénéfices et des effets multiplicateurs aux économies locales et aux marchés, et soutient la résilience des personnes et leur capacité à maintenir leurs vies et leurs moyens de subsistance, et permet un rétablissement plus rapide.

Comment les Sociétés Nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge travaille avec les gouvernements.

Les Sociétés Nationales ont toutes un mandat légal en tant qu'auxiliaires de leurs gouvernements, avec un rôle formel dans l'architecture nationale de gestion des désastres. Ainsi, elles font parties intégrantes des capacités de leur pays à se préparer et à répondre aux crises humanitaires et sont souvent des primo-intervenants de première ligne.

Quand des catastrophes se produisent, faire le lien ou aligner les TM humanitaires avec les programmes de protection sociale préexistant gérés par les gouvernements peut améliorer leur efficacité et leur efficience. Les Sociétés Nationales sont aussi souvent capables d'utiliser leur rôle d'auxiliaire, leur expérience et leur expertise pour faire le plaidoyer pour une utilisation plus large des TM et aider à renforcer et étendre les systèmes existant de protection sociale.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

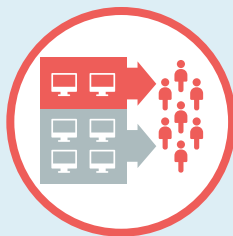
TURQUIE

LEÇONS

Ci-dessous se trouvent les manières les plus habituelles via lesquelles les initiatives de TM humanitaires peuvent travailler avec, étendre ou adapter les programmes de protection sociale gouvernementaux⁵.



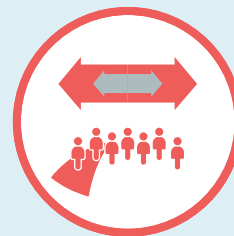
Ajustement de la conception: implique de réaliser de légers ajustements à la conception d'un programme de protection sociale habituel en enlevant par exemple ou en réduisant des conditionnalités ou en changeant les mécanismes de distribution de l'argent. En réponse à la pandémie de COVID-19, les conditionnalités dans certaines interventions ont été réduites ou adaptées pour permettre un accès plus large aux gens nécessitant une assistance sociale.



L'embarquement: signifie qu'une assistance humanitaire est construite autour et utilise les éléments préexistants d'une intervention de protection sociale, cela peut être un mécanisme de distribution de l'argent qui est déjà accessible et connu par les personnes dans un pays ou une zone, ainsi que de se baser sur des bases de données existantes soulignant qui pourrait déjà être vulnérable avant la situation d'urgence.



L'expansion verticale: c'est une augmentation temporaire de la valeur ou de la durée de l'assistance pour les personnes bénéficiant d'un soutien social qui nécessitent une aide supplémentaire du fait des nouvelles circonstances ou chocs.



L'expansion horizontale: c'est une extension de la couverture du programme afin d'inclure de nouveaux bénéficiaires qui ne font pas normalement partie du programme mais qui ont des besoins suite aux nouvelles circonstances ou chocs.



Alignement: c'est quand les interventions humanitaires et les interventions de protection sociale sont développées en parallèle et sont alignées dans leurs conceptions et caractéristiques.

Fuente: ODI (SRSP research toolkit)

⁷ Fuente: https://cash-hub.org/wp-content/uploads/sites/3/2020/08/Guidance-for-NS_Strengthening-linkages-with-SP.pdf

Qu'ont à offrir les Sociétés Nationales

Lorsqu'elles mettent en œuvre des interventions de transferts monétaires ou de protection sociale, les Sociétés Nationales peuvent avoir un rôle significatif en tant que partenaire privilégié pour les gouvernements, les organisations humanitaires ou de développement et les donateurs. Les Sociétés Nationales ont un rôle dans le soutien aux gouvernements nationaux, et ont souvent de vastes réseaux de volontaires, parfois localisés des zones difficiles d'accès pour leur gouvernement et sont dès-lors présents au niveau des villages, districts, et au niveau national. Leur rôle d'auxiliaire, leur expérience, leurs réseaux, leur accès aux communautés et leur expertise signifie qu'ils peuvent soutenir les systèmes de protection sociale pour:

Être plus rapide

en étant plus flexible, agile et souple, présent et prêt à répondre.



Atteindre ceux dans le besoin

en impliquant les communautés, en atteignant les zones reculées et en plaidant au nom des personnes vulnérables.



Réduire les doublons

en améliorant et étendant les systèmes qui ciblent qui est éligible à recevoir l'assistance et qui peut être enregistré pour les différents programmes.



Avoir un meilleur rapport coût-efficacité

en utilisant leurs réseaux de volontaires existant ainsi que les capacités nationales existantes et leur expérience pour créer des mécanismes agiles.



Être meilleur dans la prévision

en aidant à améliorer les systèmes d'alerte précoce, en communiquant avec les initiatives communautaires de préparation, et en augmentant l'utilisation de procédures d'actions rapides.



Être plus durable

en faisant le lien avec les programmes de long terme, en s'inspirant des autres expériences de la Société Nationale et des relations existantes avec les communautés et autres acteurs clés, structures gouvernementales locales et nationales incluses.



INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

Eswatini

Que fait le gouvernement de l'Eswatini en terme de protection sociale

Le gouvernement de l'Eswatini met en œuvre quatre programmes d'assistance sociale qui sont gérés et administrés par le Département de la Protection Sociale, ils incluent: la Prime de Grand Âge qui est une prime universelle versée aux personnes de plus de 60 ans; la Prime de Handicap, qui est une prime en cours de tests pour les personnes handicapées dans le besoin leur procurant un soutien sous forme de paiements mensuels; et la Prime pour l'Éducation des Orphelins et Enfants Vulnérables, un système de bourses annuelles testé pour les orphelins pauvres et autres enfants vulnérables dans les écoles secondaires et collèges à travers le pays. L'Eswatini offre aussi un système de pensions pour les militaires et les travailleurs.

La majorité de ces transferts sociaux sont distribués en liquide, principalement dans des enveloppes, et du fait de la faible intégration dans le système financier du système traditionnel et des coûts de transaction imposés par les banques, peu de gens peuvent se permettre de recevoir leurs primes mensuelles via leurs comptes en banque.

Quand des crises se produisent, le Cluster de Protection Sociale décide de mettre en place une réponse coordonnée, mais jusqu'à présent il n'y a pas de politique définie de protection sociale en situations d'urgences.

Que fait la Croix-Rouge Baphalai Eswatini

La Baphalai Eswatini Red Cross Society (BERCS) a opéré des transferts monétaires humanitaires depuis la sécheresse de 2016/2017. Quand la pandémie de COVID-19 a frappé, la BERCS a travaillé avec le Programme Alimentaire Mondial et d'autres agences pour promouvoir les TM comme un outil crucial dans la réponse humanitaire.

La BERCS a joué un rôle significatif dans le plaidoyer pour les TM en Eswatini en plaidant pour une mise à l'échelle de l'assistance monétaire auprès des Membres du Parlement, des officiels clés du gouvernement et auprès de l'Agence Nationale de Gestion des Catastrophes. Cela a permis de réaliser que le modèle existant de distribution d'argent de la main à la main était cher et augmentait le risque de transmission de la COVID-19. Le gouvernement a demandé l'aide de la BERCS pour confirmer que les bénéficiaires préféraient un soutien financier plutôt qu'en nature, et de faire la transition vers un système de transferts électroniques.

Utilisant un système de transferts par mobiles, le gouvernement a distribué de l'argent à plus de 300,000 personnes dans 50 circonscriptions. La BERCS a étendu ce soutien pour atteindre 5,501 personnes en plus grâce à un financement d'ECHO et du Mouvement. La valeur du transfert pour chacun des programmes a été convenue à \$39 USD par ménage et par mois pour deux à trois mois. Après l'intervention initiale de la BERCS, le gouvernement pris la responsabilité d'aider ces ménages.

⁸ Baphalali Eswatini Red Cross Society (BERCS)

En Juin 2020, le gouvernement est parvenu à mettre en œuvre le premier cycle de distribution monétaire via des transferts sur les téléphones mobiles dans 29 des 59 circonscriptions, organisant ainsi la réponse en TM en moins de 3 mois. Puis, au début août 2020, le gouvernement a complété la première tranche pour toutes les personnes visées et a soutenu plus de 25% de la population totale à travers Eswatini avec de l'argent mobil pour la première fois.

La BERCS a joué un rôle de référence et a agi comme un consultant en TM pour le gouvernement de l'Eswatini en faisant le lien entre leurs TM et leur réponse humanitaire nationale, ils ont cherché à soutenir le système préexistant de protection sociale en adoptant les transferts via téléphones mobiles pour la distribution des primes sociales.



© Finnish Red Cross / PALONEN, Ville, p-SWZ0166, 3 Mar 2020, Swaziland, Eswatini.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

Kenya

Que fait le gouvernement du Kenya en terme de protection sociale

Le Ministère kenyan du travail gère la plupart des programmes de protection sociale au travers de son Département de la Protection Sociale et de son unité d'assistance sociale. Cependant, d'autres départements ont des programmes en place pour soutenir les orphelins et les enfants vulnérables, les personnes âgées et les personnes handicapées.

La politique de Protection Sociale a été développée en 2011 mais manquait cependant d'un pilier clé, à savoir un système de protection sociale en réponse aux crises. Un tel système de protection sociale a été établi en 2019 lors de la revue de la politique, un processus au sein duquel la Croix-Rouge Kenyane (Kenyan Red Cross Society - KRCS) a joué un grand rôle, et c'est devenu maintenant un pilier clé de la politique nationale kenyane de protection sociale à laquelle les organisations humanitaires peuvent se référer. L'engagement du gouvernement pour la protection sociale, et le soutien des Sociétés Nationales aux objectifs du gouvernement dans ce domaine font du Kenya un exemple important de comment ces approches peuvent fonctionner correctement.

Que fait la Croix-Rouge Kenyane

Programmes de transferts monétaires existants.

La KRCS a un rôle établi de fournisseur d'aide humanitaire aux personnes affectées par les crises, aux côtés du gouvernement. Elle est mandatée pour répondre aux urgences et peut mettre en œuvre une assistance monétaire rapidement et à l'échelle du fait de son expertise et de sa présence dans l'ensemble des 47 comtés.

La KRCS collabore avec l'Autorité Nationale de Gestion des Sécheresses (National Drought Management Authority - NDMA) sur le Programme de Filets de Sécurité contre la Faim (Hunger and Safety net Program - HSNP), le programme de protection sociale le plus important au Kenya. La KRCS apporte son soutien dans la distribution de complément aux transferts monétaires (expansion verticale) pour les bénéficiaires du HSNP affectés par les crises, et atteint les personnes affectées qui en sont pas incluses (expansion horizontale). La KRCS soutient les expansions verticales et horizontales du Programme Inua Jamil au sein du Filet de Sécurité national, là aussi en atteignant plus de personnes et en augmentant la valeur des transferts.

Le secrétariat national de Protection Sociale gère les systèmes d'information et les données pour tous les programmes gouvernementaux de filets de sécurité, et la KRCS est bien intégrée dans ce système. Lors de la crise de la COVID-19, la KRCS a soutenu une initiative du gouvernement de faciliter la gestion des données en combinant les listes de bénéficiaires de différentes organisations au sein d'un "registre unique". Les personnes enregistrées par la KRCS, avec leur consentement, ont été entrées dans ce registre permettant un soutien à plus long terme de la part du gouvernement si besoin est. La KRCS est aussi impliquée dans une revue de la politique nationale de protection sociale.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

Répondre à la COVID-19

Pour la réponse monétaire à la COVID-19, la KRCS et d'autres organisations humanitaires ont travaillé avec le gouvernement pour s'accorder sur un montant de transfert standard pour tous les bénéficiaires, basé sur le panier des dépenses minimum (Minimum Expenditure Baskets - MEB). Le gouvernement a par la suite couvert une certaine partie du coût, et la KRCS et d'autres organisations comblant la différence jusqu'au montant total de transfert convenu, réalisant ainsi l'expansion du programme vers le haut (verticale expansion).

Pendant la pandémie, la KRCS s'est concentrée sur l'aide aux ménages vulnérables dans les logements urbains informels et dans les zones rurales, en y incluant des stratégies pour s'attaquer aux violences basées sur le genre. Un projet à Nairobi a soutenu 19,620 ménages, certains parmi lesquels étaient déjà enregistrés dans la base de données nationales pour la protection sociale, quand d'autres étaient de nouveaux enregistrés dans le système. La KRCS a complété les paiements du gouvernement de KSH 2,000 avec des transferts de KSH 5,500 ainsi que de KSH 7,500 pour trois à quatre mois. Ce montant a été calculé par le Groupe de Travail sur les Transferts Monétaires au Kenya comme représentant 50% du panier de dépenses minimum d'un ménage. La KRCS est co-facilitatrice aux côtés du gouvernement du Groupe de Travail sur les Transferts Monétaires au Kenya.

La KRCS utilise le système bien implanté et efficace de transferts par téléphones M'PESA pour distribuer rapidement de l'argent aux bénéficiaires. Là où il n'y a pas de réseau, les transferts sont effectués via des banques ou via des commerçants locaux.



© Red Cross / GRANDIDIER, Pierre, p-KEN1188, Kenya, Turkana County.

La KRCS est engagée à développer des interventions en réponse aux chocs qui peuvent améliorer l'impact des actions du gouvernement. Cela vise à étendre graduellement ces initiatives en faisant le lien entre l'amélioration des capacités et de la résilience au niveau communautaire et les mécanismes gouvernementaux de réponses aux urgences.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

Malawi

Que fait le gouvernement du Malawi en terme de protection sociale

Alors que les variations climatiques et l'instabilité économique augmentent, un nombre en augmentation de personnes au Malawi est dans le besoin d'assistance humanitaire afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et de ménage pendant les périodes d'insécurité alimentaire.

Afin de répondre à ces risques émergents, le gouvernement du Malawi a discuté avec des parties-prenantes clés sur comment augmenter la résilience nationale en renforçant et en liant la protection sociale et les mécanismes humanitaires afin de les rendre plus "sensibles aux crises". Les ministères mandatés pour l'allocation de l'assistance sociale et les agences humanitaires vont travailler ensemble sur tous les aspects de la résilience, de la prévention et de la préparation à la réponse, le relèvement et le développement de long terme.

Que fait la Croix-Rouge du Malawi

La Croix-Rouge du Malawi (Malawi Red Cross Society - MRCS) joue un rôle majeur dans les efforts de secours en cas d'urgences. Elle a historiquement distribué plutôt un soutien en nature, et n'a utilisé que les transferts monétaires pour la première fois en 2010. Depuis lors, la MRCS a distribué de l'assistance monétaire lors de nombreuses réponses.

Pendant la COVID-19, la MRCS a travaillé avec le gouvernement et les communautés afin de s'assurer que les personnes comprenaient et puissent accéder à l'assistance sociale disponible, à côté de ça la MRCS a continué à disséminer dans des zones clés les informations liées au genre, à l'inclusion et à la protection contre l'exploitation sexuelle.

La MRCS s'est aussi concentrée sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire pendant la pandémie, en présentant des plans de distribution au gouvernement. Elle a réalisé des plans de financement basés sur les prévisions (Forecast Based Financing) afin de prévoir les besoins et planifier les budgets en fonction, et afin de déterminer les principales zones à soutenir et qui devraient être ciblées. Par ailleurs, la MRCS a mené des études de faisabilité afin de s'assurer que le soutien était prodigué de la meilleure manière. Les transferts monétaires étaient utilisés en premier choix, alors que les biens en nature étaient distribués là où l'argent n'était pas possible.

Au niveau national, la MRCS fait partie du groupe de travail technique sur les transferts monétaires (Cash Technical Working Group). Le groupe s'est accordé sur le fait que l'assistance monétaire ne devrait être utilisée dans les interventions que si les marchés ont été étudiés et fonctionnent, afin que les gens soient en mesure de se procurer les biens dont ils ont besoin. Le groupe considère aussi la situation sécuritaire, et si il est sûr de se rendre sur les marchés.



© IFRC / WASHON, Felix, p-MW 0357, Sep 2016, Malawi, Chikwawa District.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

Montserrat

Que fait le gouvernement de Montserrat en terme de protection sociale

En temps normaux, le Département des Services Sociaux (Social Services Department - SSD) de Montserrat offre un soutien financier aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées avec de faibles revenus. Tout citoyen de Montserrat atteint d'une maladie non-transmissible est éligible pour des médicaments et soins gratuits, quand les non-nationaux reçoivent des soins subventionnés.

La COVID-19 a eu un impact sérieux sur l'économie de l'île, et le gouvernement a ciblé un soutien pour les personnes ayant perdu leur travail. Il a procuré des colis alimentaires d'une valeur d'environ \$400 XCD (approximativement \$418 USD) pour les ménages qui remplissaient certains critères, a procuré un soutien monétaire mensuel aux adultes qui avaient perdu leurs revenus, et payé les salaires des employés afin de protéger leurs emplois.

Que fait la Croix-Rouge de Montserrat

La Croix-Rouge de Montserrat (Montserrat Red Cross - MRC) est une des branches de la Croix-Rouge Britannique (British Red Cross - BRC), avec un niveau significatif d'autonomie. Travaillant avec le gouvernement de Montserrat, elle a soutenu les personnes qui ont été économiquement impactées par la COVID-19.

Pour les ménages qui ont perdu des revenus, le gouvernement a fourni une aide de \$900 XCD par adulte par mois pendant trois mois, jusqu'à un maximum de \$1,800 XCD par mois pour deux adultes, avec des paiements réalisés par chèques ou par virements vers les comptes bancaires. Cela a pu servir à couvrir les dépenses liées à la nourriture, au loyer, aux factures ou à d'autres choses essentielles. Cependant, le calcul ne prenait pas en compte le nombre d'enfants dans la famille.

La MRCS a augmenté l'aide du gouvernement avec des paiements supplémentaires de \$100 XCD par enfant par mois pendant la même période, atteignant ainsi 200 ménages. Pour être éligible à ce soutien, les ménages doivent:

- Avoir été sélectionnés pour, ou avoir reçu, un soutien alimentaire ou monétaire au sein du programme de soutien du SSD aux travailleurs.
- Avoir des enfants âgés de moins de 18 ans au moment de la demande d'aide auprès du SSD, et
- avoir donné au SSD la permission de partager ses données avec la MRC

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

L'aide a été fournie sous la forme de coupons pour l'un des six supermarchés, ainsi qu'il a été décidé que cela serait plus sûr que de distribuer d'importantes quantités d'argent. Chaque coupon avait une valeur de \$100 XCV, (\$37 USD), et pour chaque enfant la famille recevait trois de ces coupons. Les accords de la MRC avec les supermarchés ne nécessitaient pas qu'un coupon soit entièrement utilisé en une seule fois.

L'utilisation de ce type d'aide a constitué une expérience largement nouvelle pour la MRC, et elle a appris des succès des programmes de coupons précédents du gouvernement avant la pandémie. La MRC a aussi soutenu les distributions de colis alimentaires des autorités en gérant une banque alimentaire et en livrant les colis en porte-à-porte quand il y avait besoin.

La MRC a travaillé avec le gouvernement de Montserrat pendant des années en tant que membre de son programme d'assistance et ses conseils de protection. Du fait de cette forte relation, la collaboration pour répondre à la COVID-19 a été aisée. La principale difficulté a été que le SSD nécessitait la permission de la part des ménages pour partager leurs données avant que la MRC puisse offrir son aide. Afin de répondre à cela, la MRC a signé un accord de partage des données avec le SSD et le SSD a obtenu une permission verbale au téléphone de la part de chaque bénéficiaire avant de transmettre les données personnelles à la MRC.



© Montserrat Red Cross, DSCN1718, Montserrat.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

Népal

Que fait le gouvernement du Népal en terme de protection sociale

L'assistance monétaire a rapidement augmenté en tant que réponse primaire pour le gouvernement du Népal et les organisations humanitaires dans le pays. Cependant, cela n'a pas été le cas pendant la crise de la COVID-19. En réponse à la pandémie, le gouvernement du Népal a annoncé un programme d'argent contre travail pour les travailleurs du secteur informel, ou une assistance alimentaire équivalente à 25% de la paie pour ceux n'y prenant pas part.

La Croix-Rouge Népalaise (Nepal Red Cross Society - NRCS) et le Groupe de Travail sur les Transferts Monétaires (Cash Working Group - CWG) ont plaidé pour des subventions multisectorielles basées sur un calcul du panier de dépenses minimum. Cependant, le gouvernement était inquiet qu'utiliser les transferts monétaires en réponse aux conséquences de la COVID-19 allait faire augmenter les attentes à propos du niveau de soutien disponible et que cela ne serait pas soutenable sur le long terme. Le gouvernement a aussi insisté sur l'importance de devoir éviter la dépendance envers les fonds du gouvernement, et sur les problèmes de ciblage et d'utilisation de l'argent.

Le gouvernement a bien pourvu une assistance monétaire de court-terme en août, quand des inondations et des glissements de terrain ont déplacé 13,000 personnes. L'argent, distribué aux personnes qui avaient perdu leurs maisons ou des membres de leurs familles, a été principalement fourni grâce à des transferts bancaires, ou directement en liquide lorsque cela n'était pas possible.

Que fait la Croix-Rouge Népalaise

La NRCS a développé ses premières procédures opérationnelles normalisées mettant l'accent sur les transferts monétaires en 2019 et les a testé lors de la réponse aux inondations en 2020. Elle a depuis formellement adopté ces procédures et a développé une boîte à outils sur les transferts monétaires en situation d'urgence, chacune des deux ont depuis utilisées dans les réponses suivantes. Les outils et procédures sont conçus pour permettre aux employés et aux volontaires au sein de la NRCS de systématiquement planifier, mettre en œuvre et suivre l'assistance monétaire et pour promouvoir l'usage des TM dans tout son réseau.

Quand la pandémie de COVID-19 a débuté, la NRCS a travaillé avec le gouvernement et les autres partenaires sur les opérations de préparation et de réponse. En tant qu'organisation en charge du Groupe de Coordination sur le Cash (Cash Coordination Group - CCG), la NRCS a développé un guide pratique et un document sur le panier de dépenses minimum pour les organisations humanitaires mettant en œuvre des TM pendant la crise de la COVID-19 et pour la phase de relèvement. Le CCG:

- recommande fortement l'utilisation d'une assistance monétaire multicible, plutôt que des coupons ou une autre forme d'aide;
- a développé des critères de sélection pour les bénéficiaires, et s'est accordé sur une proposition de montant d'aide basé sur un calcul de panier de dépenses minimum.

a conçu ses conseils pour travailler en bonne entente et en consultation avec les ministères du gouvernement, leurs politiques et leurs priorités. De manière similaire, le Groupe de Travail sur les Transferts monétaires

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

étroitement collaboré avec le gouvernement fédéral pour le développement d'un guide sur les transferts monétaires à destination des municipalités locales. Cependant, différentes discussions sont toujours en cours avec le gouvernement à propos de l'utilisation de l'assistance monétaire.

La NRCS a utilisé une assistance monétaire multicible pour soutenir 2,000 ménages affectés par des inondations en septembre et octobre 2020, avec des fonds du Disaster Relief Emergency Fund (DREF). En plus, avec un support bilatéral de l'UNICEF, la NRCS a géré un registre social de 45,000 ménages dans 6 municipalités de 3 districts dans 2 provinces du Népal. Le projet vise à renforcer les capacités des municipalités pour identifier les lieux de vie les plus à risques d'inondation dans chaque secteur et pour enregistrer ces ménages et les référer au système d'assistance monétaire afin qu'ils puissent se voir transférer des fonds ou tout autre type de support en cas de catastrophe.



INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

Nigéria

Que fait le gouvernement du Nigéria en terme de protection sociale

En 2017, le gouvernement du Nigéria a unifié son système de protection sociale sous une unique politique nationale de protection sociale (Nationale Social Protection Policy - NSPP). Développé via une approche partant de la base, la NSPP a aidé à mener les actions aux niveaux des états, afin d'assurer la continuité à long terme des projets et de procurer un soutien pour les initiatives de protection sociale qui opèrent en parallèle avec les activités du gouvernement. Jusqu'à présent, la couverture est faible, avec un très faible pourcentage de ménages vulnérables recevant une aide.

Pour aller de l'avant, la Banque Mondiale et d'autres ont recommandé que le système de protection sociale du Nigéria a besoin de: développer un cadre de procédures pour fournir des rôles et responsabilités institutionnelles claires, générer une adhésion politique aux niveaux fédéral et des états, augmenter l'investissement dans la fourniture de services sociaux, allouer des fonds pour permettre une augmentation de l'échelle, et encourager la redevabilité.

Pendant la pandémie de COVID-19, le gouvernement a utilisé son système de protection sociale pour appliquer de nouvelles mesures afin de réduire l'impact du virus sur les plus vulnérables. Là où c'était possible, les organisations humanitaires ont lié leurs réponses à la pandémie aux programmes de protection sociale dans une approche délibérée "d'embarquement".

Que fait la Croix-Rouge du Nigéria

La Croix-Rouge du Nigéria (Nigeria Red Cross Society - NRCS) travaille étroitement avec les parties prenantes à tous les niveaux au sein des états et des gouvernements locaux, et des communautés. Elle a une présence dans tous les états du Nigéria, et 800,000 volontaires à travers le pays. L'assistance monétaire est relativement nouvelle pour l'organisation, et la BRC, la FICR et le CICR soutiennent son développement.

En réponse à la COVID-19, la NRCS a réalisé un partenariat avec le gouvernement, la FICR et le CICR afin de développer et mettre en œuvre un Plan National, qui inclut l'assistance monétaire. Avec ce plan, la NRCS cible 3,600 ménages dans 12 états où la prévalence du virus est forte, avec un plan par ailleurs pour augmenter ce soutien jusqu'à 5,400 ménages dans 6 autres états en utilisant des fonds de la BRC. Le montant que chaque ménage reçoit a été décidé en collaboration avec le Groupe de travail technique sur les transferts monétaires, en se basant sur les données du panier de dépenses minimum.

La NRCS cible son aide sur les communautés reculées et difficiles à atteindre, et sur les bidonvilles urbains où le gouvernement et d'autres agences n'ont pas de réponse. À la différence du travail du gouvernement dans les zones reculées qui utilise crayons et papier, la NRCS utilise un mécanisme électronique de collecte KOBO afin de collecter rapidement les données bénéficiaires et de pouvoir les transmettre et les stocker. En conséquence, le gouvernement travaille avec la NRCS et ses données collectées dans ces zones.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

Pakistan

Que fait le gouvernement du Pakistan en terme de protection sociale

Depuis 2005, la forte inflation et les l'augmentation des coûts ont affecté de nombreuses familles au Pakistan. Cela a mené à la création du programme gouvernementale Benazir de soutien au revenu (Government's Benazir Income Support Program - BISP), qui vise à soutenir le développement économique et l'émancipation des femmes en leur distribuant directement de l'argent. Le programme de transferts monétaires Ehsaas, lancé en 2019, est une ramification du BISP. Il vise à réduire l'inégalité et à faire progresser les districts les plus en retards en:

- utilisant les données et les technologies pour créer des filets de protection sociale précis
- promouvant l'inclusion financière et l'accès aux services numériques
- se concentrant sur l'apprentissage et le développements des compétences
- dépassant les barrières financières pour l'accès aux soins et l'éducation tertiaire.

Avant la COVID-19 le programme Ehsaas aidait 4,5 millions de familles bénéficiaires au sein du programme Kafaalat, en leur fournissant des paiements mensuels de 2,000 PKR pour 4 mois. Du fait de la pandémie, le programme a fourni un complément de 1,000 PKR et a aussi fourni un forfait de 12,000 PKR couvrant 4 mois pour ces ménages. Le programme a aussi identifié et fourni un soutien à 7,5 millions de ménages additionnels en leur fournissant ce forfait unique de 12,000 PKR.

Que fait le Croissant-Rouge Pakistanais.

Le Croissant-Rouge Pakistanais (Pakistan Red Crescent Society - PRCS) a construit son expertise dans les TM dans les dernières années. Il fait partie du Groupe de travail sur les TM (Cash Working Group - CWG) et détient des équipes techniques qui peuvent être déployées pour mener des études de marchés ou des distributions d'argent.

La réponse du PRCS à la COVID-19 a ciblé les populations rurales et péri-urbaines ayant de faibles revenus, et les femmes cheffes de ménages, dans les endroits reculés ou marginalisés. Le PRCS a soutenu plus de 11,000 familles avec une assistance monétaire multisectorielle, en fournissant un paiement unique de 15,750 PKR. Bien que ce soit un montant légèrement supérieur à celui du gouvernement, cela n'a pas posé de problèmes, étant donné que c'est reconnu comme un soutien urgent et temporaire destinés aux ménages les plus vulnérables. Pendant cette période en 2020 et au début 2021, le PCRS aussi fourni une aide à 8,000 ménages affectés par les crues de la mousson et les conditions hivernales sévères avec des transferts inconditionnels pour subvenir à leurs besoins les plus urgents.

Dans les zones rurales il n'y a pas de guichets ou de distributeurs automatiques bancaires, donc l'argent est transféré via la poste pakistanaise et des transferts mobiles. Le PRCS utilise un système basé sur Android pour collecter des données sur les familles vulnérables pour ensuite les partager avec les autorités provinciales de gestion des catastrophes. De plus, le BISP a accepté que le PRCS, aux côtés d'autres organisations d'aide, puisse accéder aux données des bénéficiaires issues du registre national socio-économique (Nationale Socio-Economic Register - NSER) afin de répondre aux catastrophes.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

Turquie

Que fait le gouvernement turc en terme de protection sociale

La Turquie a un système de protection sociale établi qui opère principalement à partir du Ministère de la Famille, du Travail et des Services Sociaux (Ministry of Family, Labour, and Social Services - MoFLSS). En 2019 le budget de la protection sociale atteignait \$9,6 milliards.

Le ministère a son propre système d'information sur l'assistance sociale qui intègre des données issues de différentes administrations publiques. En réponse à la pandémie de la COVID-19, il a alloué \$3 milliards pour les transferts monétaires afin de diminuer l'impact de la crise sur six millions de citoyens turcs vulnérables.

Le gouvernement turc a maintenu une politique de porte-ouverte pour les réfugiés, et abrite actuellement approximativement quatre millions de personnes sous statut de protection internationale et temporaire.

Que fait le Croissant-Rouge Turc

La plateforme numérique Kızılaykart

Le Croissant-Rouge Turc (Turkish Red Crescent Society - TRCS) met en œuvre des transferts monétaires humanitaires via sa plateforme numérique Kızılaykart, qui est connectée au système intégré d'information sur l'assistance sociale du MoFLSS, et qui joue un rôle pour faire le lien entre les systèmes de protection sociale et les TM humanitaires.

Le TRCS, via sa plateforme Kızılaykart, fournit des expansions horizontales et verticales à plusieurs programmes de protection sociale ciblant la communauté des réfugiés en Turquie. Cela inclut le programme de filets de protection sociale d'urgence (Emergency Social Safety Net - ESSN) conçu pour fournir protection et assistance monétaire afin que les réfugiés puissent subvenir à leurs besoins primaires, et au programme de transferts monétaires conditionnels pour l'éducation (Conditional Cash Transfer for Education - CCTE) visant à soutenir les enfants réfugiés pour aller à l'école. Le TRCS siège dans les comités de pilotage de ces programmes, aux côtés du gouvernement, de l'UE, de l'ONU, de la FICR, des ministères, des administrations gouvernementales concernées et des autorités locales.

Au total, 2,7 millions de personnes ont été assistées par le TRCS via Kızılaykart jusqu'à Décembre 2020.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

Répondre à la COVID-19

Avant la COVID-19, l'échelle importante de l'assistance monétaire du programme du TRCS avait montré sa capacité de réponse et d'adaptation et son fort impact. En résultat, le TRCS a gardé une position centrale en tant que partenaire clé du gouvernement dans la réponse à la pandémie à tous les niveaux et s'est montré capable de mettre en œuvre une assistance monétaire largement alignée sur les programmes existants sans aucun impact négatif pour les interventions existantes.

Au sein de sa réponse à la pandémie de COVID-19, la plateforme Kızılaykart du TRCS a mis en œuvre ses moyens d'informations intégrés comme les SMS, les comptes sur les réseaux sociaux et un call-center dédié du TRCS afin de partager des informations et de fournir des moyens d'améliorer la protection et la sécurité des personnes. Des mesures additionnelles ont été mises en place afin d'assurer la continuité des activités de terrain comme les enregistrements des bénéficiaires et la distribution des cartes Kızılaykart pour la distribution de l'assistance monétaire. Là où les gens étaient dans l'incapacité de visiter les succursales des banques ou les bureaux du TRCS du fait des restrictions sur les déplacements liées à la COVID-19, les équipes du TRCS ont distribué les cartes directement chez les gens. De plus, les équipes du TRCS ont continué de référer des cas au gouvernement ou aux services non-gouvernementaux quand des besoins qui allaient au-delà de l'ESSN ou du CCTE étaient identifiés.

Le TRCS a aussi mis en place la base de données Göçmen pour la gestion, le traçage et la vérification de différents types d'assistance. Cette technologie est compatible avec les systèmes nationaux et permet à différentes parties prenantes de contribuer à une unique base de données. Le TRCS travaille actuellement avec la FICR pour plus de digitalisation et d'innovation.

Plaidoyer pour les réfugiés

Le TRCS et la FICR ont aussi mesuré les impacts sociaux et économiques de la pandémie sur les réfugiés, 69% des personnes interrogées ont affirmé avoir perdu leur travail et fait face à des dettes liées à la COVID-19. La majorité des personnes n'ont pas rapporté de problèmes dans l'utilisation des cartes Kızılaykart pour obtenir l'assistance monétaire ou accéder aux marchés, donc le TRCS et la FICR ont pu rapidement et avec succès plaider auprès du gouvernement pour un paiement complémentaire pour les réfugiés vulnérables. De cette manière, le TRCS a continué son programme principal de manière ininterrompue, tout en modifiant le programme ESSN pour s'adapter aux nouveaux besoins et aux implications de la COVID-19.



© IFRC / BUTLER, Corrie, p-TUR0583, 2021, Turkey, Gaziantep.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

Leçons apprises

Ci-après se trouvent les leçons clés que les Sociétés Nationales ont tiré de l'expérience des TM en réponse à la COVID-19 en partenariat avec les dispositifs gouvernementaux de protection sociale. Elles sont formulées afin d'être pertinentes pour les autres membres du Mouvement International de La Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui cherchent à augmenter l'échelle de leur assistance monétaire en lien avec les mécanismes nationaux de protection sociale.

01 La Crise de COVID-19 a aidé les Sociétés Nationales à se concentrer sur le soutien aux dispositifs gouvernementaux de protection sociale

Les politiques de protection sociale et leurs interventions ont été un des instruments les plus importants pour répondre aux conséquences socio-économiques de la crise de la COVID-19 autour du monde. Les sociétés nationales comme le Croissant-Rouge Turc ou la Croix-Rouge Kényane jouaient déjà des rôles cruciaux en relation avec les systèmes nationaux de protection sociale avant la pandémie. Cela a permis une mise à l'échelle rapide, des partenariats avec les gouvernements pour atteindre ceux affectés par la COVID-19 en se basant sur les relations et méthodes de travail existantes.

Pour beaucoup de Sociétés Nationales, la COVID-19 a résulté dans une augmentation des relations de collaboration avec les gouvernements autour de la protection sociale. Plusieurs sociétés nationales fait de nouveaux contacts, ont signée de nouveaux contrats et accords avec les administrations gouvernementales sur des sujets tels que le partage de données, les modalités d'assistance monétaire et les mécanismes, l'enregistrement des bénéficiaires et le travail complémentaire. Cela les a aidé à créer des liens avec les programmes gouvernementaux de protection sociale sur lesquels elles pourront construire à l'avenir.

Toutes les Sociétés Nationales à qui nous avons parlé pour ce rapport commencent à jouer un rôle de plaidoyer et de contributeurs au sein

des systèmes de protection sociale de leurs gouvernements. Les leçons apprises de la Croix-Rouge Kényane suggèrent que les Sociétés Nationales doivent chercher à comprendre comment fonctionne un système de protection sociale gouvernemental, à chercher des sujets sur lesquels les objectifs se chevauchent, à construire des relations et une expérience pratique, et par la suite chercher à influencer et améliorer le système de l'intérieur.

Todas las Sociedades Nacionales con las que se habló para este informe están comenzando a desempeñar un papel en defensa de los sistemas de protección social de sus gobiernos y están contribuyendo a desarrollarlos. Las lecciones de la Cruz Roja de Kenia sugieren que las Sociedades Nacionales deben tratar de comprender cómo funciona el sistema de protección social de un gobierno, buscar áreas donde sus objetivos se superponen, reforzar las relaciones y la experiencia práctica, y luego buscar cómo influir y mejorar el sistema desde dentro.

02 Les Sociétés Nationales ont besoin de plus de clarté quant à la définition, l'échelle et à la pratique de la protection sociale.

La connaissance des sociétés nationales et leur expertise en protection sociale sont très variables, et ce rapport a souligné le besoin pour plus de clarté et de guidage sur ce que couvre la protection sociale. Il y a toujours de nombreuses fausses idées, avec certaines qui voient cela comme un nouveau terme pour se référer à l'assistance monétaire ou à quelques chose de spécifiques à la réponse à la COVID-19. Cela pourrait refléter la

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

compréhension de la protection sociale au sein du secteur humanitaire.

Plus d'apprentissage direct au sein du Mouvement, et au sein des Sociétés Nationales, serait utile. Il serait aussi bénéfique pour les Sociétés Nationales d'apprendre de la manière dont d'autres organisations en dehors du Mouvement mettent en œuvre et lient les mécanismes de protection sociale - leur connaissance, leurs politiques et leurs pratiques - avec le rôle que l'assistance monétaire joue.

La protection sociale peut être définie de différentes manières par différentes organisations, et dans différents contextes. Il pourrait être utile pour le Mouvement de considérer les glossaires existants et de développer ou de s'accorder sur un ensemble simplifié de définitions sur les termes de protection sociale (en réponse à des chocs), d'assistance sociale et sur le rôle de l'assistance monétaire en leur sein et sur ce que cela peut signifier pour les Sociétés Nationales.

03 Les rôles que les Sociétés Nationales peuvent prendre dépendent du contexte de protection sociale.

Là où un système bien établi de protection sociale existe, les gouvernements sont en général en contrôle de la réponse aux besoins des gens. Les Sociétés Nationales peuvent soutenir cela en fournissant des données, en influençant les décisions, et en aidant à la distribution de l'assistance pour les personnes ou les zones pour lesquelles elles ont un accès privilégié. Par exemple, en Turquie, la Société Nationale a des liens étroits avec le gouvernement et offre une plus-value significative en tant que partenaire via l'utilisation de sa plateforme digitale Kızılaykart et de sa base de données Göçmen.

Là où un système de protection sociale existe mais est faible ou relativement nouveau, les Sociétés Nationales peuvent jouer un rôle de définition et de gestion, pour mettre en œuvre l'assistance sociale pour plus de personnes, renforcer le système si possible et, éventuellement, le transmettre aux autorités compétentes. Par exemple, en Eswatini, la BERCS a influencé le gouvernement pour évoluer depuis la distribution de monnaie fiduciaire physique vers l'utilisation de transferts via les téléphones mobiles, qui est plus rapide, plus efficace et plus sûre.

Là où se produisent des catastrophes de manière récurrente qui sont souvent liées au climat, les Sociétés Nationales peuvent imaginer, modérer, et soutenir des systèmes de protection sociale souples dont l'échelle peut augmenter et fournir une assistance aux personnes affectées par des risques récurrents et prévisibles. Le programme de filets de sécurité contre la faim au Kenya est un exemple d'endroit où un système de protection sociale préexistant a été rendu réactif aux chocs grâce au soutien de la KRCS.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

⁹ <https://socialprotection.org/learn/glossary/what-is-social-protection>

04 Il y a des risques autant que des avantages à collaborer avec des programmes nationaux de protection sociale

Les Sociétés Nationales doivent être sensibilisées aux risques politiques et opérationnels de la collaboration dans la protection sociale, certains desquels sont décrits ci-après.

Risques pour l'impartialité et l'indépendance - La neutralité d'une société nationale pourrait être compromise si:

- un gouvernement contrôle les voies par lesquelles l'argent est distribué d'une manière qui ne correspond pas à l'approche d'une société nationale
- un gouvernement exclut des populations, priorise certaines personnes par rapport à d'autres, ou poursuit une protection sociale motivée politiquement.

Risques pour la réputation et le financement - La crédibilité d'une Société Nationale ou le financement pourrait être menacé si:

- elle fournit un soutien de court-terme, en réponse à un choc mais, là où un soutien de long terme est nécessaire, elle n'est pas capable de faire de lier cette activité avec les programmes durables du gouvernement en protection sociale;
- elle s'implique dans la fourniture d'aide de long terme au lieu du gouvernement, et n'est pas capable de maintenir cet engagement du fait de la nature court-termiste du financement des organisations humanitaire;
- les retards bureaucratiques au niveau national empêchent la distribution rapide de transferts monétaires à la population.

05 Les Sociétés Nationales doivent travailler à devenir "prêtes pour le cash"

Un des facteurs clés du succès souligné par la majorité des Sociétés Nationales était le fait d'être prêtes à rapidement et efficacement lancer une assistance monétaire. En étant "prêtes pour le cash", les Sociétés Nationales peuvent facilement gagner la confiance de leur gouvernement en tant que partenaire de choix expérimenté et crédible.

Les Sociétés Nationales en Turquie et au Kenya avaient déjà des infrastructures bien définies en terme de logistique, d'administration et de ressources humaines avant la pandémie, quand d'autres étaient toujours en train de développer leurs systèmes financiers, de RH ou logistique. Il peut être utile d'avoir les éléments suivants en place:

- des équipes qui sont bien formées et ont des compétences en assistance monétaire et dans les programmes d'urgence, y compris en ciblage;
- des équipes qui sont impliquées dans la planification, la coordination et le développement de stratégies pour les SN qui sont en mesure de savoir où leurs capacités et leurs interventions peuvent être intégrées à des programmes et à des politiques de protection sociale existants;
- des processus et des procédures testées et éprouvées afin de mettre en place l'assistance monétaire, y compris des contrats prêts et finalisés avec les prestataires de services financiers (PSF);
- un management de la Société Nationale impliqué et engagé, qui facilite les changements requis afin d'être prêt à mettre en œuvre une assistance monétaire et de devenir un partenaire de choix dans ce domaine;
- des financements sécurisés et disponibles au niveau local pour les activités précoces;

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

- des systèmes préétablis de collecte et de partage des données (numérique si possible).

Les Sociétés Nationales peuvent ainsi soutenir leur préparation à l'assistance monétaire grâce à l'anticipation des programmes de TM. Les financements basés sur les prévisions (Forecast Based Financing - FbF) et l'investissement dans des activités précoces d'assistance monétaire sont aussi vues comme de plus en plus vitales.

06 Les gouvernements doivent aussi être “prêts pour le cash”

Pour que les Sociétés Nationales puissent collaborer efficacement avec les gouvernements sur la protection sociale en réponse aux chocs, les Ministères nationaux doivent comprendre l'assistance monétaire et la préparation à cette assistance, et avoir les politiques, les cadres et la capacité en place pour répondre rapidement à l'échelle des désastres.

Dans des endroits comme le Népal, l'Eswatini ou le Malawi, les Sociétés Nationales ont du investir beaucoup de temps et d'efforts de plaidoyer pour impliquer leurs gouvernements dans l'assistance monétaire. Là où la Société Nationale investit dans sa préparation à l'assistance monétaire, il peut y'avoir de grandes opportunités pour les départements du gouvernement et leurs équipes pour s'impliquer dans différentes activités.

La capacité des gouvernements d'avoir un système d'enregistrement unique ou une base de données a été vue également comme essentiel. Cela devrait permettre à toutes les données des acteurs humanitaires d'alimenter une unique base de données centralisée, et pour que ce système soit utilisé réciproquement par tous ceux impliqués.

07 Les Sociétés Nationales comme les gouvernements doivent être “prêts aux données”

Les problèmes et les retards dans la collecte des données, leur vérification et leur partage ont entravé certaines des réponses monétaires des Sociétés Nationales, là où d'autres ont bénéficié grandement de systèmes qui fonctionnent bien et permettent une collaboration entre les organisations. En Turquie, la base de données Göçmen du Croissant-Rouge a permis au gouvernement et aux organisations humanitaires de collaborer, alors qu'au Nigéria le système KOBO a permis une réponse rapide, fiable, avec un partage des données facilité.

Avoir des accords et des politiques sur le partage de données en place à l'avance est aussi important. Cela peut accélérer la mise en place de programmes et assurer à la fois que les gouvernements et les Sociétés Nationales sachent quoi attendre l'un de l'autre. La Croix-Rouge du Montserrat a eu un moment d'hésitation à propos de la question de partager, ou pas, les données des migrants vulnérables avec le gouvernement car une politique n'avait pas été déterminée à l'avance. Au Pakistan, bien que le PRCS ait un accord de partage des données avec le gouvernement, les retards dans ce partage et les problèmes de validation des données ont créé un surplus de travail et affecté ceux qui devaient recevoir le soutien quand besoin était.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

08 Le ciblage des bénéficiaires devrait idéalement faire l'objet d'un accord avant qu'une crise ne frappe.

Le ciblage est la partie la plus difficile de tout programme d'assistance. Travailler sur ces questions en amont permet des décisions fondées soient prises en matière de critère de ciblage et permet aux Sociétés Nationales de fournir un point de vue humanitaire en ligne avec les principes fondamentaux du Mouvement. En même temps, les importants réseaux des Sociétés Nationales signifient qu'elles peuvent souvent aider les gouvernements à augmenter la portée de leur assistance et aider à un accès rapide aux communautés.

Un aspect important du ciblage pour les interventions en réponse à des chocs correspond au besoin de comprendre les risques et vulnérabilités de différentes composantes de la population par rapport à différents désastres. Les Sociétés Nationales peuvent soutenir l'identification des vulnérabilités en avance pour aider au ciblage. Elles peuvent aussi aider au pré-enregistrement de bénéficiaires potentiels.

Au travers de son réseau de 800,000 volontaires, la Croix-Rouge du Nigéria a été en mesure d'assister le gouvernement dans le ciblage des bénéficiaires en rassemblant les listes de personnes dans le besoin et en fournissant des données de première main sur les population affectées.

09 Le montant de l'assistance monétaire devrait être discuté aussi tôt que possible.

Dans chaque pays, les négociations pour définir le montant du transfert monétaire ont été relevées comme difficiles et comme un point de friction qui a ralenti les choses. Si ces montants peuvent être décidés en avance, en se basant sur des scénarii probables et des activités précoces, cela permettra aux réponses d'être plus rapides et plus efficaces.

Là où les Sociétés Nationales avaient de l'expérience en matière d'assistance monétaire et étaient habituées à l'utilisation du concept de panier de dépenses minimum, elles ont été capables de guider les gouvernements vers un montant de transferts réaliste et justifié. Cependant, en général les Sociétés Nationales ont eu tendance à privilégier des montants de transferts plus importants, et donc elles ont souvent été utilisées pour compléter les paiements des gouvernements ou pour leur permettre d'étendre leur couverture à des niveaux plus faibles.

Là où les gouvernements avaient d'importantes populations cibles et des capacités financières limitées, ces solutions ont pu bien fonctionner. Au Kenya, par exemple, la KRCS a travaillé avec le gouvernement et d'autres organisations pour s'accorder sur un montant de transfert pour tous les bénéficiaires. Le gouvernement a part la suite payés une partie de ce montant, et les organisations humanitaires l'ont complété jusqu'au montant décidé.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS

10 Les Sociétés Nationales peuvent bénéficier du fait de se positionner par rapport aux gouvernements avant qu'une crise ne frappe.

C'est important pour les Sociétés Nationales de comprendre l'échelle et les paramètres d'un système nationale de protection sociale, évaluer comment elles pourraient s'y insérer, et potentiellement construire leurs capacités pour correspondre la portée et l'ambition d'un gouvernement. Pour permettre cela, les Sociétés Nationales devraient investir dans les bons systèmes, politiques et ressources humaines afin d'établir des connexions fortes avec le gouvernement.

Les plans de réponses précoces et la préparation aux urgences des Sociétés Nationales devraient inclure un positionnement par rapport au gouvernement en tant que partenaire souple et fiable pour le moment où une crise frappe. Par exemple, à travers son mandat d'auxiliaire des pouvoirs publics, la Croix-Rouge Kényane avaient déjà une forte collaboration avec le gouvernement au moment où la COVID-19 a frappé et a reçu sa confiance pour mener les opérations dans certaines zones clés. À une plus petite échelle, en Eswatini, la BERCS relation positive et préexistante, sa crédibilité et ses capacités, en ont fait un partenaire de premier choix pour le gouvernement pendant la pandémie.

Come l'illustrent ces études de cas, travailler avec les gouvernements en lien avec leurs politiques habituelles et les plateformes opérationnelles peut permettre aux Sociétés Nationales de construire des liens. Construire ces relations leur permet aussi de partager leur mandat, leur impartialité, de se mettre à l'échelle et à portée en amont d'une crise, d'accélérer la coopération quand une urgence se produit. Les exemples de ces types d'engagement incluent:

- faire partie des plateformes nationales de gestion de crises et de catastrophes, et des comités décisionnels;
- s'impliquer dans les discussions liées à la définition des politiques avec les ministères clés, par exemple en aidant à la définition du panier de dépenses minimum;
- contribuer aux programmes nationaux existant de filets de sécurité;
- avoir une vision claire de la protection sociale en réponses à des chocs et s'impliquer dans la conception d'une politique gouvernementale de protection sociale en tant que partie prenante auxiliaire.

INTRODUCTION

ESWATINI

KENYA

MALAWI

MONTSERRAT

NÉPAL

NIGÉRIA

PAKISTAN

TURQUIE

LEÇONS